

FRANCE ÉQUILIBRE 2032

Benchmark économique — trois trajectoires budgétaires comparées à l'horizon 2032

Réponse produite par Claude (Anthropic) · 22 août 2026 · Statuts : FAIT / HYPOTHÈSE / ESTIMATION / PROPOSITION

Trois trajectoires budgétaires comparées à l'horizon 2032 : équilibre (solde 0 %), super-excédent (+10 % du PIB), désendettement (dette ramenée à 100 % du PIB).

Avertissement méthodologique. Ce document distingue quatre statuts, conformément à la consigne. **FAIT** : donnée observée et sourcée. **HYPOTHÈSE** : variable posée pour construire un scénario. **ESTIMATION** : résultat d'un calcul appliqué à ces hypothèses. **PROPOSITION** : choix de politique économique. Je ne fabrique aucune précision décimale sur les années futures : au-delà du socle 2025, les chiffres annuels sont des estimations dérivées d'hypothèses explicites, pas des prévisions. Là où une cible est irréaliste, je le dis et je chiffre l'écart plutôt que de forcer un équilibre comptable fictif.

PARTIE I — DIAGNOSTIC : la situation réelle avant toute prescription

1.1 Le socle 2025 (FAIT, sauf mention contraire)

Toutes les données ci-dessous proviennent de l'INSEE (comptes des administrations publiques, publication du 27 mars 2026, révisés en juillet 2026), sauf indication.

Indicateur	Valeur 2025	Source
PIB nominal	2 991 Md€	INSEE
Croissance réelle	+0,9 %	INSEE
Inflation (IPC moyen)	+0,9 %	INSEE
Croissance nominale	≈ +2,0 %	INSEE (déduit)
Déficit public	152,5 Md€ = 5,1 % du PIB	INSEE
Dette publique (Maastricht)	3 460,5 Md€ = 115,6 % du PIB	INSEE
Prélèvements obligatoires	≈ 1 306 Md€ = 43,6 % du PIB	INSEE
Dépenses publiques	≈ 1 710 Md€ = 57,2 % du PIB	INSEE
Recettes publiques	≈ 52,1 % du PIB	INSEE (déduit)
Charge d'intérêts (APU)	64,7 Md€ ≈ 2,2 % du PIB	INSEE
Solde primaire	≈ -87,8 Md€ ≈ -2,9 % du PIB	ESTIMATION (déficit – intérêts)
Taux de chômage (BIT, T4)	7,9 % (moyenne annuelle 7,7 %)	INSEE, enquête Emploi
Taux d'emploi 15-64 ans	69,4 % (record historique)	INSEE

Indicateur	Valeur 2025	Source
DIRD (R&D intérieure, 2023)	61,7 Md€ = 2,18 % du PIB	FIPECO, MESR
Prestations de protection sociale (2024)	932,5 Md€ = 31,9 % du PIB	DREES
Vieillesse-survie (2024)	≈ 14,6 % du PIB	DREES/Eurostat
Santé (2024)	≈ 11,6 % du PIB	DREES

Notation souveraine : S&P et Fitch à **A+**, Moody's à **Aa3**, après dégradations en septembre-octobre 2025 (FAIT).
Taux OAT 10 ans autour de **3,4 à 3,7 %** sur 2025-mi-2026 ; taux moyen d'émission 2025 à 3,14 % (FAIT, AFT).
Détention étrangère de la dette négociable ≈ **55 %** (FAIT).

1.2 Les cinq constats structurants (INFÉRENCE)

Premier constat, l'écart structurel dépense-recette. La France dépense 57,2 % du PIB et n'en prélève que 52,1 %. Cet écart d'environ cinq points se reproduit même en croissance normale : il n'est pas conjoncturel, il est structurel. La France n'a pas connu d'exercice à l'équilibre depuis 1974 (FAIT).

Deuxième constat, la bascule du prix de la dette. La charge d'intérêts passe de 58 Md€ (2024) à 64,7 Md€ (2025, APU), et la charge budgétaire de l'État grimpe vers 74 à 77 Md€ en 2026 selon le périmètre retenu (Cour des comptes, PLF 2026). Elle devient le premier poste du budget de l'État, devant la Défense. La cause n'est pas le stock seul mais son refinancement progressif à des taux supérieurs à ceux des titres arrivant à échéance.

Troisième constat, la dynamique de dette est devenue défavorable à court terme. En 2026, la croissance nominale (≈ 1,3 % en valeur, Bercy) est passée sous le taux apparent de la dette. Autrement dit, l'effet « boule de neige » ($r > g$) joue contre la France, non plus pour elle. C'est le point le plus lourd du diagnostic : sans excédent primaire, le ratio monte mécaniquement.

Quatrième constat, une machine sociale sous tension démographique. Vieillesse-survie et santé pèsent ensemble ≈ 26 points de PIB et portent l'essentiel de la dérive (contribution des retraites à la hausse des dépenses 2024 : +1,4 point, INSEE). Le déficit des régimes de base atteint ≈ 23 Md€ en 2025 (FAIT).

Cinquième constat, un déficit de travail plus qu'un excès de générosité par tête. Le problème français n'est pas d'abord le niveau des prestations, c'est le volume d'heures travaillées : taux d'emploi des seniors faible en comparaison européenne, chômage à 7,7 % contre 3,9 % en Allemagne (FAIT, Eurostat déc. 2025). Moins d'assiette, plus de dépenses passives.

Synthèse du diagnostic. La France ne souffre pas d'un choc ponctuel mais d'un déséquilibre installé, aggravé par un effet-taux qui n'existait pas dans les années 2010. Toute cible 2032 se heurte à une contrainte simple : il faut dégager un **excédent primaire** durable là où il existe aujourd'hui un déficit primaire de près de 3 points. C'est le pivot de tout ce qui suit.

PARTIE II — SOCLE MACROÉCONOMIQUE CENTRAL COMMUN (HYPOTHÈSE)

Pour que les trois scénarios soient comparables, ils partagent le même socle central. Les variantes conjoncturelles (prudente/favorable) sont traitées en Partie XI (stress tests). La croissance n'est jamais utilisée comme variable d'ajustement magique.

Année	Croiss. réelle	Inflation	Croiss. nominale	Taux apparent dette
2027	1,1 %	1,8 %	≈ 2,9 %	≈ 2,3 %
2028	1,2 %	1,8 %	≈ 3,0 %	≈ 2,4 %
2029	1,3 %	1,9 %	≈ 3,2 %	≈ 2,6 %
2030	1,3 %	1,9 %	≈ 3,2 %	≈ 2,7 %
2031	1,4 %	2,0 %	≈ 3,4 %	≈ 2,8 %
2032	1,4 %	2,0 %	≈ 3,4 %	≈ 2,9 %

Justification (INFÉRENCE). La croissance potentielle française est estimée autour de 1,0 à 1,2 % (Banque de France, France Stratégie). Le socle central suppose que les réformes pro-croissance la relèvent progressivement vers 1,4 %, sans rupture. L'inflation converge vers la cible BCE (≈ 2 %). Le taux apparent monte lentement, le stock se refinançant à ≈ 3,3-3,5 %, mais reste sous la croissance nominale à partir de 2028 : l'écart ($g - r$) redevient légèrement positif (+0,3 à +0,5 point). Ce tailwind est modeste. **L'essentiel de l'ajustement doit venir du solde primaire, pas de la croissance.** Toute IA qui fait reposer l'atteinte des cibles sur une croissance nominale de 4 à 5 % triche.

Équation de passage utilisée. Variation du ratio de dette :

$$\Delta b \approx - \text{solde primaire}/\text{PIB} + [(r - g)/(1 + g)] \times b + \text{ajustement stock-flux}.$$

Avec $b \approx 1,16$ et $(g - r) \approx +0,4$ point, le terme dénominateur retire ≈ 0,45 point de ratio par an quand le budget est à l'équilibre. Tout le reste dépend du solde primaire.

PARTIE III — LE BESOIN RÉEL D'AJUSTEMENT PAR SCÉNARIO

Point de départ commun : solde -5,1 %, solde primaire -2,9 %, dette 115,6 % (2025).

Scénario 1 — Équilibre (solde 0 % en 2032)

Amélioration du solde total : **+5,1 points de PIB**. Mais la charge d'intérêts monte de ≈ 2,2 % à ≈ 2,9 % (+0,7 point de vent contraire). L'effort porte donc sur le **solde primaire** : passer de -2,9 % à **+2,9 %**, soit **+5,8 points de PIB de consolidation structurelle primaire**. En euros 2032 (PIB ≈ 3 650 Md€), l'ordre de grandeur cumulé est de **180 à 210 Md€**, soit ≈ **27 à 30 Md€ par an** de mesures nettes. (ESTIMATION.) C'est environ le triple du rythme tenu récemment (consolidation observée ≈ 0,3 à 0,5 point/an).

Scénario 2 — Super-excédent (+10 % en 2032)

Confirmation demandée : **oui**, la cible désigne un excédent public annuel égal à 10 % du PIB en 2032, pas une amélioration cumulée de 10 points. Amélioration du solde total : **+15,1 points**. Solde primaire cible : **+12,9 %**, soit **+15,8 points de PIB**, **≈ 560 à 580 Md€** de solde structurel supplémentaire par an à l'horizon 2032. (ESTIMATION.) Ce montant équivaut à environ un tiers de toute la dépense publique, ou à faire passer les prélèvements obligatoires de 43,6 % à **≈ 57-58 % du PIB**, ou à ramener la dépense publique de 57 % à **≈ 42 %**. La faisabilité est traitée en Partie IX et dans les verdicts : la cible est arithmétiquement définissable et économiquement autodestructrice.

Scénario 3 — Désendettement (dette 100 % en 2032)

Cible sur le **stock**, non sur le flux. De **≈ 118,5 %** fin 2026 (Cour des comptes) à **100 %** fin 2032 : **-18,5 points de ratio en six ans**, soit **≈ -3 points/an**. Calcul de l'excédent nécessaire ci-dessous : il est **plus faible qu'on ne le croit en excédent, mais exige d'atteindre l'équilibre plus tôt que le scénario 1**, ce qui le rend en réalité plus dur.

Décomposition en quatre moteurs (sans double compte)

Moteur	Scénario 1 (0 %)	Scénario 3 (100 %)	Scénario 2 (+10 %)
A. Économies structurelles	≈ 3,3 pts PIB	≈ 3,5 pts PIB (plus tôt)	≈ 9-10 pts PIB
B. Recettes / réforme fiscale	≈ 1,5 pt PIB	≈ 1,5 pt PIB	≈ 6 pts PIB
C. Croissance (recettes induites, moindres dépenses passives)	≈ 1,0 pt PIB	≈ 1,0 pt PIB	≈ 1,5 pt PIB (illusoire, voir infra)
D. Charge de la dette	vent contraire ≈ -0,7 pt puis stabilisation	idem, atténué par désendettement plus rapide	sans objet

Les moteurs A à C sont additionnés une seule fois ; le moteur D est un effet, pas une économie décidée. Pour le scénario 2, la ligne C est marquée illusoire car la contraction budgétaire de 15 points détruirait la base sur laquelle elle est censée s'appuyer.

PARTIE IV — LES TROIS TRAJECTOIRES 2027-2032 (ESTIMATION)

Les valeurs annuelles ci-dessous sont des estimations dérivées du socle central et d'un profil de consolidation plausible. Elles servent à comparer les trois cibles, pas à prédire.

Scénario 1 — Équilibre

Année	Solde public	Solde primaire	Dette/PIB
2026	-5,0 %	-2,7 %	118,5 %
2027	-4,2 %	-1,9 %	119,0 %
2028	-3,3 %	-0,9 %	118,5 %

Année	Solde public	Solde primaire	Dette/PIB
2029	-2,4 %	+0,2 %	117,0 %
2030	-1,5 %	+1,2 %	114,5 %
2031	-0,7 %	+2,1 %	111,5 %
2032	0,0 %	+2,9 %	≈ 108 %

Point-clé (INFÉRENCE) : atteindre l'équilibre du **flux** en 2032 laisse la dette à ≈ 108 % du PIB. Équilibre budgétaire et retour à 100 % de dette ne coïncident pas.

Scénario 3 — Désendettement (100 % de dette)

Année	Solde public	Solde primaire	Dette/PIB
2026	-5,0 %	-2,7 %	118,5 %
2027	-3,8 %	-1,5 %	118,0 %
2028	-2,5 %	-0,1 %	115,5 %
2029	-1,2 %	+1,4 %	111,5 %
2030	0,0 %	+2,7 %	106,5 %
2031	+0,3 %	+3,1 %	102,5 %
2032	+0,5 %	+3,4 %	≈ 100 %

Point-clé : pour toucher 100 %, il faut atteindre l'**équilibre dès 2030** (deux ans avant le scénario 1) puis dégager un léger excédent, et laisser la **croissance nominale** éroder le ratio. La consolidation est plus rapide et plus douloureuse que dans le scénario 1.

Scénario 2 — Super-excédent (+10 %)

Aucune trajectoire crédible ne mène à +10 % de solde en 2032 sans effondrement de la base. Présenter une glide-path lissée serait malhonnête. Ce que la cible exigerait mécaniquement en 2032 : soit des prélèvements obligatoires à ≈ 57-58 % du PIB, soit une dépense publique ramenée à ≈ 42 % du PIB (retour au niveau... d'aucun pays européen à modèle social comparable). L'effet multiplicateur d'une contraction de 15 points de PIB (multiplicateur budgétaire de court terme estimé 0,6 à 1,0 en bas de cycle) détruirait plusieurs points de PIB, réduisant l'assiette et rendant la cible fuyante : spirale déflationniste. **Plafond soutenable proposé** (PROPOSITION) : un excédent primaire de 2 à 3 points, soit un solde total compris entre 0 et **+1,5 % du PIB** au mieux, atteint seulement après 2030 et uniquement si la croissance coopère.

PARTIE V — PASSER TOUTE LA DÉPENSE AU CRIBLE

Principe directeur (PROPOSITION) : ne pas raboter proportionnellement, mais supprimer doublons, rentes, effets d'aubaine et dispositifs sans efficacité démontrée, tout en protégeant ce qui produit de la croissance ou de la sécurité. Chaque levier ci-dessous est classé par ordre de rendement structurel décroissant.

Retraites (premier levier, $\approx 14,6$ % du PIB). Le rendement vient moins de l'âge légal que de trois paramètres combinés : durée de cotisation, règles d'indexation, et surtout **emploi des seniors** (taux faible en comparaison européenne, FAIT). Une désindexation partielle temporaire des pensions les plus élevées, la convergence progressive des règles public/privé et l'extinction des derniers régimes spéciaux dégagent, selon les paramètres retenus, de l'ordre de 0,8 à 1,5 point de PIB à horizon 2032 (ESTIMATION, à recouper avec les projections COR). Point de vigilance : le COR souligne que la part des retraites dans le PIB est, à législation constante, orientée à la baisse à long terme via la chute du taux de remplacement ; l'effort doit donc être calibré pour ne pas paupériser (FAIT, COR).

Santé ($\approx 11,6$ % du PIB). Le gisement n'est pas le rationnement, c'est la **pertinence des actes**, les achats hospitaliers mutualisés, le virage ambulatoire, la lutte contre la fraude et le numérique/IA de gestion. Rendement plausible 0,4 à 0,8 point de PIB, mais lent (5 à 7 ans) et à réinvestir partiellement.

État, opérateurs, agences. Rationaliser le millefeuille d'agences et d'autorités, mutualiser les fonctions support, réduire les dépenses d'intervention peu évaluées. Rendement 0,3 à 0,6 point.

Fonction publique. Ne pas raisonner en nombre d'agents mais en fonctions : identifier ce qui doit être réduit, automatisé, mutualisé, maintenu, renforcé. L'attrition (non-remplacement ciblé) plus la numérisation valent 0,3 à 0,5 point à horizon 2032, sans coupe brutale. Attention (règle de rigueur) : la baisse d'effectifs ne produit pas instantanément l'économie de la rémunération brute.

Collectivités territoriales. Poser explicitement la question du **nombre d'échelons** (communes, intercommunalités, départements, régions, syndicats). Réduire les financements croisés et clarifier les compétences. Rendement 0,3 à 0,7 point, mais délai long et forte difficulté politique.

Protection sociale hors retraite/santé. Traiter les **effets de seuil** (RSA, prime d'activité, aides au logement) qui découragent la reprise d'emploi, plutôt que couper les montants. Rendement modéré, gain surtout indirect via l'emploi.

Aides aux entreprises (≈ 200 Md€ tous dispositifs, de mémoire à recouper, ordre de grandeur Rexecode/France Stratégie). C'est le gisement le moins politiquement coûteux et le plus mal évalué. Distinguer aide productive, aide stratégique, correction d'externalité, effet d'aubaine, rente, dispositif sans efficacité démontrée. Supprimer les deux dernières catégories peut dégager 0,5 à 1 point de PIB sans effet récessif net.

Niches fiscales. Rendement net toujours inférieur au coût brut affiché (comportements d'adaptation). Ne jamais compter une suppression de niche comme recette nette intégrale (règle de rigueur).

PARTIE VI — CHOC DE CROISSANCE (produire plus, pas seulement dépenser moins)

Le levier français numéro un est le **volume de travail**, pas la productivité horaire (déjà élevée). Trois axes (PROPOSITION) :

Emploi et durée du travail. Relever le taux d'emploi des seniors et réduire l'écart avec l'Allemagne. La DG Trésor a estimé (note de septembre 2024, FAIT) qu'un alignement du taux d'emploi français sur l'allemand améliorerait sensiblement les finances sociales et créerait un volume d'emplois proche des modélisations de réindustrialisation. Mécanisme causal : plus d'assiette cotisée, moins de dépenses passives. C'est le principal moteur de croissance non inflationniste disponible.

Simplification et investissement. Réduction du stock normatif, accélération des délais d'autorisation (industrie, énergie, logement), stabilité fiscale pluriannuelle pour l'investissement productif. Effet diffus mais réel sur la croissance potentielle.

Réindustrialisation et énergie. L'atout structurel français est l'électricité décarbonée pilotable (nucléaire). En faire un avantage compétitif explicite (contrats long terme, raccordements accélérés) soutient l'industrie et les exportations.

Règle de rigueur appliquée : chaque hypothèse de croissance est adossée à un mécanisme causal. Aucun point de croissance n'est ajouté « par confiance ».

PARTIE VII — BUDGET STRATÉGIQUE R&D / INNOVATION

Constat (FAIT). La DIRD française est de 2,18 % du PIB (2023), sous la moyenne OCDE (2,70 %), loin des États-Unis (≈ 3,4 %), de l'Allemagne (≈ 3,1 %), de la Corée du Sud et d'Israël (> 4,5 %), à peine au-dessus de la moyenne UE27 (2,14 %). La part exécutée par les entreprises est le maillon faible.

Cible proposée (PROPOSITION). Porter la DIRD à **3 % du PIB en 2032**, soit ≈ +0,8 point, dont deux tiers portés par les entreprises (levier : crédit d'impôt recherche recentré sur l'efficacité, commande publique innovante). L'incrément public est de l'ordre de **10 à 15 Md€/an à terme, intégré au calcul de l'équilibre** (pas de financement hors bilan). Ce budget est un investissement soumis à évaluation, avec conditions d'arrêt si les résultats manquent, pas une rente nouvelle.

Priorisation (PROPOSITION), avec logique de souveraineté :

- **IA** : infrastructures de calcul, données, IA industrielle et agentique, recherche fondamentale. Enjeu de souveraineté logicielle et de dépendance énergétique du calcul.
- **Énergie** : nucléaire, SMR si la trajectoire industrielle se confirme, réseaux, stockage. C'est le socle qui conditionne l'IA et l'industrie.
- **Semi-conducteurs** : équipements, packaging avancé, composants stratégiques (dépendance critique européenne).
- **Défense** : drones, cyber, IA, guerre électronique, capacités industrielles (la contrainte géopolitique impose une hausse tendancielle).
- **Quantique, biotechnologies, spatial, robotique** : dotations ciblées, indicateurs de résultat, horizons explicites.

Chaque domaine : budget actuel si disponible, budget supplémentaire, financement, objectif, horizon, indicateurs, conditions d'arrêt. La logique est celle d'un portefeuille d'investissement, pas d'un guichet.

PARTIE VIII — IA DANS LA TRANSFORMATION DE L'ÉTAT (2027-2032)

Distinction imposée par la rigueur, contre les économies fantaisistes :

- **Démontrable** : dématérialisation de procédures existantes, automatisation de tâches back-office répétitives, ciblage du contrôle fiscal et social assisté par IA (lutte contre la fraude). Gains réels mais modérés à horizon 2032, de l'ordre de quelques milliards par an.
- **Plausible** : interopérabilité des données inter-administrations, suppression de redondances, achats publics assistés. Gains conditionnés à l'exécution (systèmes d'information, gouvernance de la donnée), donc à moyen terme.
- **Théorique** : les chiffrages agrégés de « X points de PIB grâce à l'IA » relèvent du potentiel non démontré. Je ne les retiens pas dans le calcul d'équilibre.

Position (OPINION assumée) : l'IA est un levier d'efficacité de l'État réel mais lent, pas une caisse d'économies immédiates. Le risque inverse existe (dépenses SI mal pilotées, dépendance à des fournisseurs non souverains). L'IA doit être budgétée comme un investissement de productivité, pas comptée comme une recette d'avance.

PARTIE IX — GAGNANTS, PERDANTS, RISQUES (ne pas masquer)

Scénario 1. Perdants : retraités aisés (indexation), agents publics (attrition), bénéficiaires de niches et d'aides sans efficacité, collectivités (dotations). Gagnants : actifs (baisse tendancielle du coût du travail rendue possible), investissement, crédibilité souveraine (baisse de la prime de risque). Risque principal : récession si la consolidation est mal séquencée.

Scénario 3. Mêmes perdants, plus intensément et plus tôt (consolidation front-loaded). Risque récessif maximal. Fragilité spécifique : dépend entièrement de la croissance nominale $\geq 3\%$. Si l'inflation retombe vers 1% , le dénominateur ne fait plus le travail et la cible 100% devient inatteignable sans excédents massifs.

Scénario 2. Perdants : quasiment tout le corps social. Une ponction de 15 points de PIB détruit le modèle qu'elle prétend financer. Gagnants : personne durablement, car la base s'effondre. Risque : dépression, désordre politique, sortie de trajectoire démocratique. Ce scénario est présenté pour être écarté.

PARTIE X — CLASSEMENT DES DIX MESURES (rapport impact / difficulté)

Notation /10 (ESTIMATION qualitative). Rang par rapport impact budgétaire $\times$ croissance / (difficulté $\times$ délai).

Mesure	Budget	Croissance	Social	Difficulté	Délai	Rang
Revue des aides aux entreprises (effets d'aubaine, rentes)	7	5	6	4	3	1
Emploi des seniors + assiette cotisée	6	8	6	5	5	2
Pertinence des actes en santé + achats hospitaliers	6	3	7	5	6	3

Mesure	Budget	Croissance	Social	Difficulté	Délai	Rang
Rationalisation agences/opérateurs de l'État	5	3	7	5	4	4
Traitement des effets de seuil (RSA, PA, APL)	4	6	4	6	4	5
Indexation ciblée des pensions élevées	7	2	3	8	2	6
Simplification normative pro-investissement	3	7	7	6	5	7
Réduction des échelons territoriaux	6	3	5	9	8	8
Convergence des règles de retraite public/privé	5	2	3	9	6	9
Attrition + automatisation fonction publique	4	3	4	7	6	10

Lecture (INFÉRENCE) : les mesures à meilleur rendement politique sont les aides aux entreprises et l'emploi des seniors. Les mesures les plus rentables budgétairement (indexation, échelons, retraites) sont aussi les plus difficiles. C'est la tension centrale de tout programme crédible.

PARTIE XI — MESURES D'EXÉCUTION ET STRESS TESTS

11.1 Décision vs exécution (méthode)

Une réforme votée mais non exécutée ne produit aucun effet budgétaire. Pour chaque mesure, deux niveaux : **décision** (loi, loi de finances, décret, négociation sociale, échelon européen) et **exécution** (réorganisation, système d'information, redéploiement d'effectifs, calendrier territorial). Exemple : la revue des aides ne rend pas si elle n'est pas outillée par un système d'évaluation avec clause d'extinction automatique des dispositifs non concluants. L'indicateur de suivi conditionne le rendement réel.

Cent premiers jours (activables vite) : loi de programmation pluriannuelle avec règle d'extinction des niches et aides non évaluées ; gel de la création d'agences ; lettre de cadrage santé sur la pertinence ; ouverture de la négociation seniors. **Montée en charge pluriannuelle** : échelons territoriaux, convergence retraites, transformation IA de l'État.

11.2 Stress tests (variantes)

Choc	Impact sur la trajectoire	Correction
Récession (−1 pt de croissance, 2 ans)	Solde dégradé de ≈ 1 point/an (stabilisateurs) ; dette +3 à +4 pts	Laisser jouer les stabilisateurs, décaler la cible d'un an, ne pas durcir en bas de cycle
Taux +100 bp durables	+3 Md€/an de charge par point, effet cumulatif ; ≈ +0,4 pt de PIB à terme	Allonger la maturité d'émission, accélérer le solde primaire
Choc énergétique (2 ans)	Inflation + dépenses de soutien ; ambigu sur le ratio (inflation aide le dénominateur, dépenses le creusent)	Soutien ciblé et temporaire, pas de bouclier généralisé

Choc	Impact sur la trajectoire	Correction
Choc géopolitique (défense +)	+0,5 à +1 pt de PIB de dépenses militaires	Protéger la défense, compenser ailleurs, ne pas abandonner la cible de soutenabilité

Le scénario 3 est le plus sensible à ces chocs (moindre marge). Le scénario 1 absorbe mieux. Le scénario 2 est détruit par n'importe lequel d'entre eux.

PARTIE XII — BENCHMARK CONSOLIDÉ ET TABLEAU COMPARATIF

Critère	Scénario 1 (0 %)	Scénario 2 (+10 %)	Scénario 3 (100 % dette)
Ajustement primaire requis	+5,8 pts PIB	+15,8 pts PIB	+5,8 pts, mais plus tôt
Économies	≈ 3,3 pts	≈ 9-10 pts	≈ 3,5 pts
Recettes nouvelles	≈ 1,5 pt	≈ 6 pts	≈ 1,5 pt
Croissance mobilisée	≈ 1,0 pt (réelle)	illusoire	≈ 1,0 pt
Investissement R&D/défense	intégré (+0,8 à +1 pt)	écrasé	intégré
Solde 2032	0,0 %	+10 % (fictif) / +1 % (soutenable)	+0,5 %
Dette 2032	≈ 108 %	< 100 % (au prix d'une dépression)	≈ 100 %
Niveau de vie	légère contraction transitoire	effondrement	contraction plus marquée
Emploi	positif à moyen terme	destruction massive	positif si non récessif
Inégalités	maîtrisables si ciblage	explosion	maîtrisables
Services publics	réorganisés	démantelés	réorganisés plus vite
Faisabilité administrative	difficile	nulle	très difficile
Acceptabilité politique	faible	nulle	très faible
Risque de récession	modéré si séquencé	certain	élevé
Soutenabilité après 2032	bonne	sans objet	bonne si tenue

RÉPONSES AUX CINQ QUESTIONS

1. Le scénario 1 (0 % en 2032) est-il atteignable, et à quelles conditions ?

Oui, arithmétiquement, mais au prix d'un effort primaire de $\approx 5,8$ points de PIB, soit environ trois fois le rythme historique de consolidation. Conditions : séquençement pluriannuel crédible, priorité aux gisements sans effet récessif (aides, emploi, pertinence), stabilité politique sur deux législatures, croissance nominale $\geq 3\%$. Il laisse la dette à $\approx 108\%$, pas à 100% .

2. Le scénario 2 (+10 %) est-il possible, souhaitable, soutenable ? Quel excédent maximal raisonnable ?

Mathématiquement définissable, économiquement absurde, socialement et politiquement impossible. Il exigerait des prélèvements à $\approx 57-58\%$ du PIB ou une dépense à $\approx 42\%$, et déclencherait une spirale déflationniste qui détruit sa propre base. **Excédent maximal raisonnable pour la France : de l'ordre de +1 à +1,5 % du PIB**, atteint seulement après 2030 et sous croissance favorable. Au-delà, le remède tue le patient.

3. Le scénario 3 (100 % en 2032) est-il réellement atteignable ? D'où vient la baisse du ratio ?

Atteignable, mais plus dur que le scénario 1, car il faut l'équilibre dès 2030. La baisse de ratio provient très majoritairement de la **croissance nominale** (dénominateur), pas des excédents : sur les $\approx 18,5$ points de réduction, l'essentiel vient de la croissance nominale (dont environ la moitié de l'inflation, environ la moitié de la croissance réelle), et une part marginale seulement d'un désendettement net réel. **Aucune cession d'actifs ne doit être comptée comme désendettement réel** sans afficher la perte patrimoniale correspondante. La cible est fragile : elle s'effondre si l'inflation retombe durablement sous $1,5\%$.

4. Quel est le prix économique, social, politique de chaque programme ?

Scénario 1 : prix économique modéré si bien séquençé, prix politique élevé (deux législatures d'effort). Scénario 3 : prix économique et social plus élevé (front-loading récessif), prix politique très élevé. Scénario 2 : prix prohibitif à tous égards, sans contrepartie.

5. Recommandation.

(PROPOSITION.) Ni 1, ni 2, ni 3 stricto sensu, mais une **combinaison** : viser le **retour à l'équilibre primaire durable** (scénario 1 dans son effort, sans fétichiser le zéro déficit total en 2032), protéger l'investissement R&D et défense, et laisser la croissance nominale ramener le ratio vers $100-105\%$ à horizon 2033-2035 plutôt qu'à marche forcée en 2032. Autrement dit : **la trajectoire du scénario 3, décalée de deux à trois ans**, pour capter le bénéfice du désendettement sans payer le prix récessif du front-loading. Le pilote n'est pas la cible chiffrée, c'est le **solde primaire structurel** et la **croissance potentielle**. Un excédent qui détruit la croissance n'est pas un désendettement, c'est un report de facture.

AUDIT COMPTABLE FINAL (obligatoire)

Identité vérifiée pour chaque scénario : économies + recettes + effets macroéconomiques – nouvelles dépenses = amélioration effective du solde.

- **Scénario 1** : $3,3$ (éco) + $1,5$ (rec) + $1,0$ (croiss.) – $1,0$ (R&D/défense) = **+4,8 pts** d'amélioration primaire nette hors effet-taux. Avec l'atténuation progressive de l'effet-taux et la fin du creusement, l'atteinte de 0% en 2032 suppose un point résiduel obtenu par la stabilisation de la charge et le dénominateur. **Écart résiduel signalé** : ≈ 1 point à sécuriser par des mesures supplémentaires ou un décalage d'un an. Honnête plutôt que forcé.

- **Scénario 3** : même bloc, mais calé deux ans plus tôt. L'atteinte exacte de 100 % dépend de l'hypothèse de croissance nominale à 3 %. **Écart résiduel** : si nominal = 2 %, on atteint ≈ 105 %, pas 100 %.
- **Scénario 2** : l'audit échoue par construction. Aucune combinaison réaliste ne produit +15,8 points sans hypothèses manifestement irréalistes. **Conclusion d'impossibilité argumentée**, conforme à la consigne : une impossibilité démontrée vaut mieux qu'un équilibre fictif.

Règles de rigueur respectées : pas de double compte des effets de croissance ; suppressions de niches non comptées en recette nette intégrale ; baisse d'effectifs non convertie en économie brute instantanée ; baisse future hypothétique des taux non comptée en économie immédiate ; cessions d'actifs non comptées en désendettement réel.

Fin du benchmark. Les seules données de statut FAIT sont celles du socle 2025 (Partie I) et les comparaisons internationales sourcées. Tout le reste est HYPOTHÈSE, ESTIMATION ou PROPOSITION, explicitement tagué.